

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2009 — 1359

[C — 2009/12084]

8 MARS 2009. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 avril 2008, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixant ses statuts (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 14 avril 2008, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixant ses statuts.

Art. 2. La Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

**Sous-commission paritaire des établissements
et services d'éducation
et d'hébergement de la Communauté flamande**

Convention collective de travail du 14 avril 2008

Institution d'un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixation de ses statuts (Convention enregistrée le 29 mai 2008 sous le numéro 88371/CO/319.01)

A. Institution

Article 1^{er}. Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande institue un fonds de sécurité d'existence, dont les statuts sont fixés ci-après.

Cette convention collective de travail est conclue en exécution du point 2.1 du "Vlaams Akkoord voor de Non-Profit/Social Profit" du 6 juin 2005.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

**FEDERALE OVERHEIDS DIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2009 — 1359

[C — 2009/12084]

8 MAART 2009. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 april 2008, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en tot vaststelling van zijn statuten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap;

Op de voordracht van De Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 14 april 2008, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en tot vaststelling van zijn statuten.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

**Paritair Subcomité voor de opvoedings-
en huisvestingsinrichtingen
en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 14 april 2008

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en vaststelling van zijn statuten (Overeenkomst geregistreerd op 29 mei 2008 onder het nummer 88371/CO/319.01)

A. Oprichting

Artikel 1. Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, richt het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van punt 2.1 van het "Vlaams Akkoord voor de Non-Profit/Social Profit" van 6 juni 2005.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de inrichtingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap.

Par "travailleurs" on entend : le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Art. 3. Cette convention collective de travail prend effet le 1^{er} janvier 2008 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 30 juin de chaque année, avec effet au 1^{er} janvier de l'année suivante. La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, qui enverra une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires.

B. Statuts

CHAPITRE I^{er}. — *Dénomination et siège social et administratif*

Art. 4. A partir du 1^{er} janvier 2008, un fonds de sécurité d'existence est institué sous la dénomination "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension", appelé ci-après fonds social, dont le siège social et administratif est établi : quai du Commerce 48, à 1000 Bruxelles. Ce siège peut être déplacé ailleurs par décision unanime du comité de gestion prévu à l'article 11.

CHAPITRE II. — *Objet*

Art. 5. Le fonds de sécurité d'existence institué par la présente convention collective de travail a pour objet la gestion de la somme mutualisée des contributions prévues au chapitre III.

Le fonds est dès lors chargé de :

- la réception, la gestion et l'affectation à son objet de la somme des montants perçus à cet effet par l'Office national de Sécurité sociale, comme prévu au chapitre III;

- l'affectation des moyens financiers et leurs revenus, comme prévu aux articles 6 et 7, compte tenu de l'article 10 de la présente convention collective de travail au profit d'un financement additionnel du second pilier intersectoriel de pension du secteur non marchand et à bénéfice social flamand;

- l'organisation et la préparation d'une pension complémentaire qui doit effectivement entrer en vigueur en 2010.

CHAPITRE III. — *Financement*

Art. 6. Les moyens financiers du fonds se composent de contributions versées par les employeurs ressortissant à la sous-commission paritaire susmentionnée, ainsi que des intérêts produits par la gestion par le fonds.

Art. 7. Le calcul du pourcentage des contributions pour l'année 2008 s'élève sur une base annuelle à : 0,185 p.c. par trimestre du montant brut des rémunérations avant retenue des cotisations personnelles de sécurité sociale.

Pour l'année 2008, la perception se fait comme suit :

- 0,74 p.c. du montant brut des rémunérations du quatrième trimestre, avant retenue des cotisations personnelles de sécurité sociale;

- pas de perception aux premier, deuxième et troisième trimestres;

- une éventuelle contribution extraordinaire sur tous les moyens destinés au fonds est considérée comme étant intégrée au pourcentage de 0,74 p.c. tel que perçu par l'Office national de Sécurité sociale et ne doit pas être déclarée séparément.

En exécution de la présente convention collective de travail, le pourcentage des contributions à partir de l'année 2009 sera fixé annuellement par convention collective de travail.

Art. 8. § 1^{er}. Les entreprises où il existe une pension d'entreprise peuvent être exonérées des contributions prévues par la présente convention collective de travail pour la période durant laquelle il est satisfait en même temps à chacune des conditions suivantes :

1. Il existe, au niveau de l'entreprise, une convention collective de travail démontrant que le plan de pension au niveau de l'entreprise est au moins équivalent à la pension complémentaire sectorielle deuxième pilier.

La part de l'employeur aux contributions à la pension d'entreprise, exprimée par un pourcentage de la masse salariale brute, soit en régime de contributions fixes, soit en régime de prestation fixe, doit être au moins équivalente à la contribution, exprimée par un pourcentage de la masse salariale brute, dans le régime sectoriel. Dans cette équation, seules les contributions pour une pension complémentaire sont prises en compte.

2. Tous les travailleurs de l'entreprise ressortissent également au régime de pension de l'entreprise.

Onder "werknelmers" wordt verstaan : het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediende personeel.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2008 en is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd voor 30 juni van ieder jaar, met uitwerking op 1 januari van het daaropvolgend jaar. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, die een kopie van de opzegging aan elk der ondertekenende partijen laat geworden.

B. Statuten

HOOFDSTUK I. — *Benaming en maatschappelijke en administratieve zetel*

Art. 4. Met ingang van 1 januari 2008 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler", hierna genoemd sociaal fonds, waarvan de maatschappelijke en administratieve zetel gevestigd is : Handelskai 48, te 1000 Brussel. Deze zetel kan bij unanieme beslissing van het beheerscomité, voorzien bij artikel 11, naar elders overgeplaatst worden.

HOOFDSTUK II. — *Doel*

Art. 5. Het fonds voor bestaanszekerheid opgericht door deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als doel het beheer van de gemutualiseerde som van de bijdragen zoals omschreven in hoofdstuk III.

Het fonds is derhalve belast met :

- het ontvangen, beheren en toewijzen voor zijn doelstelling, van de som van de daartoe door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid geïnde bijdragen, zoals omschreven in hoofdstuk III;

- de toewijzing van de financiële middelen en hun opbrengsten, zoals bepaald in artikel 6 en artikel 7, rekening houdend met artikel 10, van deze collectieve arbeidsovereenkomst, ten behoeve van een additionele financiering van de intersectorale tweede pensioenpijler van de Vlaamse non-profit/social profitsector;

- de organisatie en voorbereiding van een aanvullend pensioen dat effectief in werking dient te treden in 2010.

HOOFDSTUK III. — *Financiering*

Art. 6. De financiële middelen van het fonds bestaan uit bijdragen van de werkgevers die onder de bevoegdheid van hoger genoemd paritair subcomité ressorteren, met inbegrip van de renten in het beheer door het fonds.

Art. 7. De berekening van het percentage van de bijdragen voor het jaar 2008 bedraagt op jaarrichting : per kwartaal 0,185 pct. van het brutobedrag van de bezoldigingen, voor inhouding van de persoonlijke socialezekerheidsbijdragen.

De inning van deze bijdragen geschiedt voor het jaar 2008 als volgt :

- 0,74 pct. van het brutobedrag van de bezoldigingen van het vierde kwartaal, voor inhouding van de persoonlijke socialezekerheidsbijdragen;

- geen inning in het eerste, het tweede en het derde kwartaal;

- een eventuele bijzondere bijdrage op alle voor het fonds bestemde middelen, wordt beschouwd als zijnde geïntegreerd in het percentage van 0,74 pct., zoals geïnd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en moet niet afzonderlijk worden aangegeven.

Het percentage van de bijdragen vanaf het jaar 2009 zal, in uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst, jaarlijks worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 8. § 1. De ondernemingen waar een ondernemingspensioen bestaat, kunnen vrijgesteld worden van de bijdragen voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst, voor de periode waarin tegelijkertijd voldaan is aan elk van de volgende voorwaarden :

1. Er bestaat een collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming waarin bewezen wordt dat het pensioenplan op ondernemingsniveau minstens gelijkwaardig is met het aanvullend sectorpension 2e pijler.

Het werkgeversaandeel, uitgedrukt in percentage van de brutoloonmassa, in de stortingen in het ondernemingspensioen, hetzij in een vastebijdrageregeling, hetzij in een vasteprestatieregeling, moet minstens even hoog zijn als de bijdrage, uitgedrukt in een percentage van de brutoloonmassa, in het sectorstelsel. Enkel de bijdragen voor een aanvullend pensioen komen bij die vergelijking in aanmerking.

2. Alle werknelmers van de onderneming ressorteren in gelijke mate onder de pensioenregeling van de onderneming.

3. Le règlement de pension de l'entreprise a été institué avant le 6 juin 2005 (date du "Vlaams intersectoraal akkoord").

4. Le régime de pension de l'entreprise est maintenu sans dévaluation.

§ 2. Les entreprises qui souhaitent recourir à la procédure prévue au § 1^{er} adressent à cette fin, annuellement et par lettre recommandée, avant le 28 février de l'année concernée, leur demande au fonds social au moyen du modèle en annexe, démontrant qu'il a été satisfait à chacune des conditions du § 1^{er}; elles joindront à cette demande la convention collective de travail signée.

Pour l'année 2008, la date susmentionnée de la demande est le 31 mai au lieu du 28 février.

Le fonds social informe l'Office national de Sécurité sociale des entreprises exonérées de contributions conformément à cette convention collective de travail.

Art. 9. Les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office national de Sécurité sociale en application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

Art. 10. Les frais d'administration du fonds, y compris les coûts liés à l'intervention du réviseur d'entreprise et les éventuels coûts de personnel et/ou de perception, sont fixés chaque année par le comité de gestion prévu à l'article 11 et couverts par les moyens financiers du fonds, en premier lieu par les intérêts générés par ces moyens.

CHAPITRE IV. — *Gestion*

Art. 11. Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire qui se compose de 10 membres gestionnaires effectifs.

Ces membres sont désignés par et parmi les membres de la sous-commission paritaire concernée, pour moitié sur présentation des organisations d'employeurs et pour l'autre moitié sur présentation des organisations de travailleurs.

Les membres du comité de gestion sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la sous-commission paritaire concernée.

Le mandat de membre du comité de gestion prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque le mandat comme membre de la sous-commission paritaire concernée prend fin ou en raison de sa démission par l'organisation qui l'a présenté. Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Art. 12. Les gestionnaires du fonds ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion qu'ils ont reçu.

Art. 13. Le comité de gestion choisit parmi ses membres, par période de deux ans, un président et un vice-président, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs. Il désigne également la personne chargée du secrétariat.

Art. 14. Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du fonds, dans les limites fixées par la loi ou par les présents statuts.

Sauf décision contraire du comité de gestion, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant, par un membre du comité de gestion désigné à cet effet par le comité de gestion.

3. De pensioenregeling van de onderneming is ontstaan vóór 6 juni 2005 (datum van het Vlaams intersectoraal akkoord).

4. De pensioenregeling van de onderneming blijft gehandhaafd zonder waardevermindering.

§ 2. De ondernemingen die beroep wensen te doen op de procedure bepaald in § 1, richten hiertoe jaarlijks en aangetekend, voor 28 februari van het betrokken jaar, hun aanvraag tot het sociaal fonds aan de hand van het model in bijlage, waaruit blijkt dat aan elk van de voorwaarden van § 1 is voldaan en voegen de ondertekende collectieve arbeidsovereenkomst op ondernemingsniveau bij deze aanvraag.

Voor het jaar 2008 is hoger genoemde datum van aanvraag 31 mei in plaats van 28 februari.

Het sociaal fonds stelt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid jaarlijks op de hoogte van de ondernemingen die overeenkomstig deze collectieve arbeidsovereenkomst vrijgesteld zijn van de bijdragen.

Art. 9. De bijdragen worden geïnd en ingevorderd door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid bij toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid.

Art. 10. De administratiekosten van het fonds, inclusief de kosten met betrekking tot de tussenkomst van de bedrijfsrevisor en de desgevallende personeels- en/of inningskosten, worden elk jaar vastgesteld door het beheerscomité voorzien bij artikel 11 en gedekt door de financiële middelen van het fonds, in eerste instantie van de renten van deze middelen.

HOOFDSTUK IV. — *Beheer*

Art. 11. Het fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité bestaande uit 10 effectieve leden-beheerders.

Deze leden worden aangeduid door en onder de leden van het betrokken paritair subcomité, voor de helft op voordracht van de werkgeversorganisaties, en voor de andere helft op voordracht van de werknemersorganisaties.

De leden van het beheerscomité worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat van lid van het betrokken paritair subcomité.

Het mandaat van lid in het beheerscomité vervalt door ontslag, overlijden of wanneer zijn mandaat als lid van het betrokken paritair subcomité een einde neemt of wegens ontslag gegeven door de organisatie die hem voorgedragen heeft. Het nieuw lid voltooiit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van het beheerscomité zijn hernieuwbaar.

Art. 12. De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

Art. 13. Het beheerscomité kiest elke twee jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemers- en de werkgeversdelegatie. Het duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

Art. 14. Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten.

Tenzij andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van het beheerscomité, door het beheerscomité daartoe aangesteld.

Le comité de gestion a notamment pour mission :

1. de procéder à l'engagement et au licenciement éventuels du personnel du fonds;
2. d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
3. de déterminer les frais d'administration, de même que la quotité des recettes annuelles couvrant ces frais;

4. de transmettre chaque année au mois de juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

Art. 15. Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre au siège du fonds, soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins des membres du comité de gestion, ainsi qu'à la demande d'une des organisations représentées.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion.

Art. 16. Le comité de gestion ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins, tant des membres de la délégation des travailleurs que des membres de la délégation des employeurs est présente ou représentée par procuration écrite.

Chaque membre présent ne peut être porteur que de deux procurations maximum.

Les décisions du comité de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés par procuration.

CHAPITRE V. — Contrôle

Art. 17. Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire concernée désigne, en qualité de réviseur, au moins un expert-comptable en vue du contrôle de la gestion du fonds.

Celui-ci fera au moins une fois par an rapport à la sous-commission paritaire concernée.

De plus, il informe régulièrement le comité de gestion du fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VI. — Bilan et comptes

Art. 18. Chaque année, le "bilan et comptes" de l'exercice écoulé est clôturé au 31 décembre.

CHAPITRE VII. — Dissolution et liquidation

Art. 19. Le fonds est institué pour une durée indéterminée. Il est dissous par la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande à la suite d'un préavis éventuel, comme prévu à l'article 3.

Ladite sous-commission paritaire désigne parmi les membres du comité de gestion les liquidateurs et décide de l'affection des biens et valeurs du fonds après apurement du passif.

Cette destination doit être en concordance avec l'objectif en vue duquel le fonds a été institué.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 mars 2009.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

Het beheerscomité heeft onder meer als opdracht :

1. over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds;
2. controle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken, vast te stellen;

4. tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap over de vervulling van zijn opdrachten.

Art. 15. Het beheerscomité vergadert minstens éénmaal per semester ter zetel van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de helft der leden van het beheerscomité, evenals op vraag van één der vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door het beheerscomité, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Art. 16. Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is of bij schriftelijke volmacht vertegenwoordigd is.

Elk aanwezig lid kan slechts drager zijn van maximaal twee volmachten.

De beslissingen van het beheerscomité worden getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezigen en door volmacht vertegenwoordigde leden.

HOOFDSTUK V. — Controle

Art. 17. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het betrokken paritair subcomité in hoedanigheid van revisor een bedrijfsrevisor aan ter controle van het beheer van het fonds.

Deze moet minstens een maal per jaar verslag uitbrengen bij het betrokken paritair subcomité.

Bovendien licht hij/zij het beheerscomité van het fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij/zij nodig acht.

HOOFDSTUK VI. — Balans en rekeningen

Art. 18. Elk jaar wordt op 31 december de "balans en rekeningen" van het verlopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VII. — Ontbinding en vereffening

Art. 19. Het fonds is opgericht voor een onbepaalde tijd. Het wordt ontbonden door het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap ingevolge een gebeurlijke vooropzeg, zoals voorzien door artikel 3.

Voornoemd paritair subcomité duidt de vereffenaars aan onder de leden van het beheerscomité en beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na betaling van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het doel waartoe het fonds werd opgericht.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 maart 2009.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET

Annexe à la convention collective de travail du 14 avril 2008, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixant ses statuts

Demande d'exonération des contributions prévues en application de la convention collective de travail du 14 avril 2008 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixant ses statuts

Recommandé (lieu, date)

Le Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension,

quai du Commerce 48,
1000 Bruxelles

Objet : Demande d'exonération des contributions prévues en application de la convention collective de travail du 14 avril 2008 instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixant ses statuts

Madame, Monsieur,

En application de l'article 8, § 2, de la convention collective de travail instituant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social 319.01 de financement complémentaire du second pilier de pension" et fixant ses statuts, conclue le 14 avril 2008 à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, nous demandons par la présente l'exonération du paiement des contributions prévues à ladite convention collective de travail,

et ce, pour l'entreprise :

nom complet de l'entreprise :

adresse de l'entreprise :

numéro de l'entreprise :

numéro de l'ONSS de l'entreprise :

et pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année

Par la présente, nous déclarons que :

- il existe, au niveau de l'entreprise, une convention collective de travail démontrant que le plan de pension au niveau de l'entreprise est au moins équivalent à la pension complémentaire sectorielle deuxième pilier;

La part de l'employeur aux contributions à la pension d'entreprise, exprimée par un pourcentage de la masse salariale brute, soit en régime de contributions fixes, soit en régime de prestation fixe, est au moins équivalente à la contribution, exprimée par un pourcentage de la masse salariale brute, dans le régime sectoriel. Dans cette équation, seules les contributions pour une pension complémentaire sont prises en compte;

- tous les travailleurs de l'entreprise ressortissent également au régime de pension de l'entreprise;

- le règlement de pension de l'entreprise a été institué avant le 6 juin 2005 (date du "Vlaams intersectoraal akkoord");

- le régime de pension de l'entreprise est maintenu sans dévaluation.

Comme annexe à cette demande, nous joignons la convention collective de travail signée, conclue au sein de notre entreprise en application de l'article 8 de la convention collective de travail susmentionnée, conclue à la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

Veuillez agréer, Madame, M., l'assurance de notre considération distinguée.

(signature, nom et fonction de la personne habilitée à représenter légalement l'entreprise).

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 mars 2009.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 april 2008, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en tot vaststelling van zijn statuten

Aanvraag tot vrijstelling van de bijdrage voorzien in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 april 2008 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "sociaal fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en vaststelling van zijn statuten

Aangetekend (plaats, datum)

Aan het sociaal fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler

Handelskai 48

1000 Brussel

Betreft : aanvraag tot vrijstelling van de bijdrage voorzien in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 april 2008 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en vaststelling van zijn statuten

Geachte,

In toepassing van artikel 8, § 2, van de collectieve arbeidsovereenkomst tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Sociaal Fonds 319.01 tot aanvullende financiering tweede pensioenpijler" en vaststelling van zijn statuten, gesloten op 14 april 2008 in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, vragen wij hierbij vrijstelling van betaling van de bijdrage voorzien in genoemde collectieve arbeidsovereenkomst,

en dit voor de onderneming

volledige naam van de onderneming :

adres van de onderneming :

ondernemingsnummer :

RSZ-nummer van de onderneming :

en voor de periode van 1 januari tot en met 31 december van het jaar

Hierbij verklaren wij dat :

- er een collectieve arbeidsovereenkomst op het niveau van de onderneming bestaat waarin bewezen wordt dat het pensioenplan op ondernemingsniveau minstens gelijkwaardig is met het aanvullend sectorpensioen tweede pijler.

Het werkgeversaandeel, uitgedrukt in percentage van de brutoloonmassa, in de stortingen in het ondernemingspensioen, hetzij in een vastebijdrageregeling, hetzij in een vastprestatieregeling, moet minstens even hoog zijn als de bijdrage, uitgedrukt in een percentage van de brutoloonmassa, in het sectorstelsel. Enkel de bijdragen voor een aanvullend pensioen komen bij die vergelijking in aanmerking;

- alle werknemers van de onderneming in gelijke mate onder de pensioenregeling van de onderneming rassorteren;

- de pensioenregeling van de onderneming is ontstaan vóór 6 juni 2005 (datum van het Vlaams intersectoraal akkoord);

- de pensioenregeling van de onderneming gehandhaafd blijft zonder waardevermindering.

In bijlage bij deze aanvraag voegen wij de ondertekende collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten op het niveau van onze onderneming in toepassing van artikel 8 van hogergenoemde collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap.

Hoogachtend,

(handtekening, naam en functie van de persoon die de onderneming rechtsgeldig kan vertegenwoordigen)

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 maart 2009.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
Mevr. J. MILQUET